



santé
famille
retraite
services



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTÉ ET DES DROITS DES FEMMES
SECRÉTARIAT D'ETAT CHARGÉ DE LA FAMILLE, DES PERSONNES ÂGÉES ET DE L'AUTONOMIE
SECRÉTARIAT D'ETAT CHARGÉ DES DROITS DES FEMMES

Protocole national d'expérimentation de la garantie publique contre les impayés de pensions alimentaires

ENTRE :

- le ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, représenté par Marisol TOURAINE, Ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, Laurence ROSSIGNOL, Secrétaire d'Etat chargée de la famille, des personnes âgées et de l'autonomie, Pascale BOISTARD, Secrétaire d'Etat chargée des droits des femmes ;
- la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf), représentée par Jean-Louis DEROUSSEN, Président du conseil d'administration et Daniel LENOIR, Directeur général ;
- la Caisse centrale de Mutualité sociale agricole (Ccmsa) représentée par Gérard PELHATE, Président, et Michel BRAULT, Directeur général.

Préambule

Le Gouvernement s'est engagé, dans le cadre du plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, à augmenter le niveau des prestations familiales au profit des familles monoparentales et des familles pauvres. Dans ce cadre, l'ASF a déjà connu une première revalorisation exceptionnelle, de 5% en plus de l'inflation, au 1^{er} avril 2014.

La loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes établit une expérimentation destinée à renforcer l'activité des caisses d'allocations familiales (Caf) et des caisses de mutualité sociale agricole (Cmsa) en soutien aux mères et aux pères isolés, en s'appuyant sur une allocation de soutien familial (Asf) revisitée.

L'objectif consiste à mieux protéger les parents confrontés à des impayés de pensions alimentaires, en renforçant les garanties contre ces impayés. Aujourd'hui, 40 % des pensions alimentaires sont impayées, totalement ou partiellement, alors qu'elles représentent près d'un cinquième du revenu des familles monoparentales les plus pauvres. Cette mobilisation permet de lutter contre la pauvreté des enfants, particulièrement importante dans les familles monoparentales.

Le dispositif expérimental intègre notamment une réforme de l'ASF et un renforcement de l'aide que les CAF et CMSA peuvent apporter aux créanciers d'aliments.

1. OBJET DU PROTOCOLE NATIONAL

Le présent protocole formalise les actions conduites par la CNAF, la CCMSA et les ministères concernés afin d'accompagner la mise en œuvre de l'expérimentation.

2. DUREE DU PROTOCOLE

Le protocole prend effet à sa date de signature et prend fin au terme de l'expérimentation, fixé au 23 avril 2016 (soit dans un délai de 18 mois à compter de la publication de l'arrêté fixant la liste des départements expérimentateurs).

3. PERIMETRE DE L'EXPERIMENTATION

A. Objectifs de l'expérimentation

L'expérimentation poursuit les six objectifs suivants :

- a) garantir un montant minimal de pensions alimentaires pour les foyers, en élargissant le recours à l'ASF aux créanciers d'une pension alimentaire acquittée mais inférieure au montant de l'ASF et aux créanciers victimes d'impayés de pension pour assurer une continuité des versements dès le premier mois d'impayés ;
- b) rechercher une contribution juste et équilibrée des parents aux dépenses d'aliments des enfants en incitant au versement d'une pension, même modeste et en clarifiant la notion de parents « hors d'état » de contribuer financièrement aux dépenses d'aliments des enfants ;
- c) limiter les situations d'indus en permettant le maintien, dans la limite de 6 mois, du bénéfice de l'ASF en cas de reprise de vie en couple ;
- d) assurer au créancier d'aliments la transmission des renseignements relatifs au débiteur utiles à la fixation de la pension alimentaire ;
- e) améliorer les capacités de recouvrement des caisses via l'aménagement de la procédure de paiement direct ;
- f) développer l'accompagnement des familles monoparentales par le renforcement des parcours de séparation prévus dans la COG de la CNAF et qui consistent en une offre de services systématique, la transmission d'informations en direction des parents sur les conséquences de la séparation en termes de soutien à la parentalité et d'exercice de l'autorité parentale et pour lutter contre les non-recours et promouvoir l'utilisation d'un simulateur en ligne permettant d'estimer le montant de la pension alimentaire de référence.

B. Public visé par l'expérimentation

L'expérimentation s'appliquera aux créanciers d'aliments (bénéficiaires de l'Asf) résidant dans les départements dont la liste est fixée par l'arrêté du 21 octobre 2014 (l'Ain, l'Aube, la Charente, la Corrèze, les Côtes-d'Armor, le Finistère, la Haute-Garonne, l'Hérault, l'Indre-et-Loire, la Loire-Atlantique, la Haute-Marne, la Meurthe-et-Moselle, le Morbihan, le Nord, le Rhône, la Saône-et-Loire, Paris, la Seine-et-Marne, le Territoire de Belfort et La Réunion), ainsi qu'aux débiteurs de ces créances alimentaires, quel que soit leur lieu de résidence. S'agissant du renforcement des procédures de recouvrement des pensions alimentaires, l'expérimentation s'applique aussi aux bénéficiaires de l'aide au recouvrement mentionnée à l'article L. 581-1 du code de la sécurité sociale résidant dans les départements expérimentateurs.

C. Champ de l'expérimentation et partenariats

L'expérimentation doit faire le lien avec les problématiques connexes suivantes :

- l'inscription des avancées qu'elle permet dans l'offre de services sur la parentalité développée par la CNAF et la CCMSA ;
- la communication et la détection des droits potentiels (accès aux droits) ;
- la sécurisation du droit (processus ASF) et l'homogénéisation du traitement de la gestion ;
- la mutualisation des compétences des caisses notamment au sein de pôles ou services dédiés au recouvrement ;
- l'évolution de l'outil de gestion et du système d'information.

La réalisation de l'expérimentation s'inscrit à l'échelle locale. Des partenariats sont en particulier à rechercher avec les acteurs suivants :

- ministère de la justice ;
- conseil général ;
- communauté d'agglomération, métropole ou commune ;
- services de médiation familiale.

Dans chaque département, ces partenaires seront associés à la réalisation de l'expérimentation dans le cadre de comités de pilotage tels que prévus à l'article 4 du présent protocole.

Outre la signature d'une convention départementale, des partenariats pourront notamment être conclus avec les Conseils généraux pour coordonner l'accompagnement social des bénéficiaires de l'Asf. D'autres acteurs pourront également être associés comme les centres communaux et intercommunaux d'action sociale, les représentants du Trésor public pour les procédures de recouvrement, des juristes (avocats, huissiers...) ou associatifs (maisons de justice, Udaf...).

4. PILOTAGE ET EVALUATION DE L'EXPERIMENTATION

A. Pilotage

1. Comité de pilotage national

L'expérimentation est coordonnée par un comité de pilotage, présidé par le directeur de cabinet de la Ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, qui pourra se faire représenter par la directrice de cabinet de la Secrétaire d'Etat aux Droits des femmes ou son représentant et par le directeur de cabinet de la Secrétaire d'Etat chargée de la famille, des personnes âgées et de l'autonomie ou son représentant. Il est composé de représentants du cabinet de la ministre de la justice, de la Cnaf, d'une Caf pilote, de la Cmsa, de la direction de la sécurité sociale et de la direction générale de la cohésion sociale. Le président du Haut conseil de la famille ou son représentant est associé aux travaux du comité de pilotage.

Son rôle consiste à :

- veiller à la mise en œuvre du protocole national d'expérimentation ;
- suivre la mise en œuvre locale de l'expérimentation ;
- garantir les conditions pour l'évaluation de l'expérimentation, en adoptant des indicateurs de réalisation et de suivi et en mesurant, d'un point de vue quantitatif et qualitatif, les effets pour les bénéficiaires des actions expérimentales ;
- recenser et diffuser les bonnes pratiques que fait apparaître l'expérimentation.

Il se réunit une fois par trimestre.

Il organise en tant que de besoin des réunions spécifiques avec des experts.

2. Comités de pilotage locaux

Un comité de pilotage présidé par la Caf ou la Cmsa est mis en place dans chaque département expérimentateur, associant notamment des représentants de l'Etat, des collectivités territoriales et des associations concernées.

B. Évaluation et suivi

Une évaluation est conduite par les services du ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, sur la base des données et indicateurs (en annexe) recueillis par les Caf et les Cmsa expérimentatrices. Elle précisera les possibilités d'une extension de la garantie des impayés de pensions alimentaires.

Le rapport d'évaluation devra être transmis au Parlement au plus tard neuf mois avant la fin de l'expérimentation. Sont annexés à ce rapport une analyse du taux de recouvrement de l'ensemble des caisses d'Allocations familiales selon qu'elles participent ou non à l'expérimentation et un diagnostic des disparités relevées entre elles.

Fait à Paris, le **02 MARS 2015**

Marisol Touraine

Marisol TOURAINE
Ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes

Laurence ROSSIGNOL,
Secrétaire d'Etat chargée de la famille, des personnes âgées et de l'autonomie,
auprès de la Ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes

Laurence Rossignol

Pascale BOISTARD,
Secrétaire d'Etat chargée des droits des femmes
auprès de la Ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes

Pascale Boistard

Jean-Louis DEROUSSEN,
Président du conseil d'administration de la Cnaf

Jean-Louis Deroussen

Daniel LENOIR,
Directeur général de la Cnaf

Daniel Lenoir

Gérard PELHATE,
Président de la Ccmsa

Gérard Pelhate

Michel BRAULT,
Directeur général de la Ccmsa

Michel Brault

Annexe

Liste des indicateurs de suivi de l'expérimentation

Ainsi qu'en dispose le VIII de l'article 27 de la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, dans les départements concernés par l'expérimentation, afin de disposer des éléments utiles à son évaluation et d'en mesurer ses impacts sur le recouvrement des pensions alimentaires, les organismes débiteurs des prestations familiales, en lien avec les services du Ministère de la justice, établissent un suivi statistique informatisé des pensions alimentaires, des créanciers et des débiteurs ainsi que des motifs retenus pour qualifier les débiteurs comme étant hors d'état de faire face à leur obligation d'entretien ou au paiement de la pension alimentaire mentionnés au 3° de l'article L. 523-1 du code de la sécurité sociale.

L'évaluation de l'expérimentation s'appuie sur un suivi des indicateurs listés ci-dessous dans les territoires expérimentateurs notamment via la plate forme « faire simple ».

Les indicateurs sont les suivants :

- **2 indicateurs relatifs au débiteur d'aliments**
 - nombre de débiteurs hors d'état par catégorie^{1*} ;
 - nombre d'enfants par débiteur*.

- **8 indicateurs relatifs à l'allocataire créancier d'aliments**
 - montant moyen de l'Asf par nature* ;
 - nombre de bénéficiaires de l'Asf complémentaire* ;
 - nombre d'enfants concernés par foyer* ;
 - situation de l'enfant au regard de l'Asf* ;
 - montant moyen de la pension alimentaire* ;
 - nombre de pensions alimentaires fixées et versées intégralement inférieures à l'Asf^{2**} ;
 - montant moyen pour les pensions inférieures au montant de l'Asf** ;
 - nombre de médiations familiales en cours**.

¹ * Indicateur disponible pour l'évaluation intermédiaire

² **Indicateur disponible sous réserve de faisabilité technique

▪ 12 indicateurs de recouvrement³

Délai :

Délai entre le paiement de l'Asfr et la mise en recouvrement de la pension alimentaire.

Délai entre la demande d'aide au recouvrement et la mise en recouvrement de la pension alimentaire**

Montant :

Montant de l'arriéré au moment de la demande de l'Asfr **.

Montant de l'arriéré au moment de la demande de l'aide au recouvrement **.

Taux de recouvrement de l'Asfr pour chaque procédure engagée **.

Taux de recouvrement des pensions alimentaires (pour chaque procédure engagée).

Montant moyen recouvré par dossier d'Asfr et, notamment via la procédure de paiement direct**.

Montant moyen recouvré par dossier d'aide au recouvrement notamment via la procédure de paiement direct**.

Nombre de mois :

Pour l'Asfr, nombre de mois d'arriérés pris en compte à la date d'engagement du paiement direct.

Pour l'aide au recouvrement, nombre de mois d'arriérés pris en compte à la date d'engagement du paiement direct.

Pour l'Asfr, nombre de mois d'arriérés pris en compte à la date d'engagement du recouvrement amiable.

Pour l'aide au recouvrement, nombre de mois d'arriérés pris en compte à la date d'engagement du recouvrement amiable.

Autres informations :

Nombre de dossiers pour lesquels l'ASF est supprimé au bout de 4 mois en raison d'un défaut d'engagement de procédure pour obtenir la fixation d'une pension alimentaire**.

▪ 2 indicateurs de qualité de service

Délai de traitement.

Taux de satisfaction/réclamation via enquête de satisfaction.